Nouvelles locales du vendredi 03 au lundi 06 février 2012

@rib News, 06/02/2012 | Justice- Le tribunal de Grande instance de Bujumbura Mairie a déclaré que Manwagari Jean-Baptiste et ses codétenus pouvaient bénéficier provisoire de la liberté provisoire pour qu'ils comparaissent libres. Mais, le procureur du parquet a interjeté appel et ils ont été retenus en prison. [Rpa]

Journalisme - Le président de l'APRODH estime que la situation sécuritaire est alarmante puisqu'on assiste ces jours à une recrudescence des tueries dans le pays où des cadavres sont découverts ici et là, surtout dans les régions du Nord. Il fait savoir que l'accalmie est terminée et que les choses s'empirent de plus en plus. Il pense que les causes seraient l'impunité, les fusils qui ont encore été redistribués aux jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir qui collaborent avec les agents de la documentation. [Rpa/TAR-Renaissance]

Gouvernance - Le président du PARSEM a adressé une correspondance au ministre de la Justice pour lui demander de stopper la corruption qui est devenue monnaie courante dans ce ministère. Le fait qu'il n'y ait pas des critiques de sélection ni d'appel offre fait que les conditions des travailleurs dans ce ministère sont sujettes à des spéculations de la corruption. Il demande au ministre de la justice de mettre fin à ce phénomène sinon ce sera un signe de complicité de sa part. [Rpa/TAR-Renaissance]

Les habitants du site du secteur Mutambara de la commune Rumonge dont les maisons ont été brûlées font s'insurger contre le processus d'établissement des listes qui serviront de base à l'octroi des parcelles pour la construction d'autres maisons. Ils font savoir qu'il y a des personnes qui ne sont pas nécessaires mais qui sont sur les listes. Ils accusent l'administration communale de Rumonge à la base de ce malentendu. Ils demandent au bureau de l'Ombudsman d'intervenir.

Politique- Le président du MSD a adressé une correspondance au Secrétaire général des Nations Unies pour lui demander de bien revoir le rapport des experts des Nations Unies sur le Congo. Il fait savoir que le rapport lui impute des déplacements qu'il n'a pas effectués. Il affirme que ces experts semblent ne pas connaître l'histoire du Burundi en précisant qu'il est pris de paix et de réconciliation, il ajoute qu'il n'est pas de ceux qui veulent remettre les sentiers de la guerre. [Rpa/TAR-Renaissance]

Le parti Uprona a organisé ce weekend des congrès dans presque tout le pays, pour faire lire les premiers secrétaires de ce même parti dans les provinces du pays. Cependant, des conflits ont surgi presque dans les endroits où ses congrès se tenaient. A Gitega par exemple, il y a eu deux congrès différents. L'un dirigé par Niyoyankana, président contesté du parti, tandis que l'autre était tenu à moins de 200 m par des opposants.

Le Burundi célèbre ce lundi 6 février 2012 les 21 ans passés après la promulgation de la Charte de l'unité nationale entre burundais. Selon l'ancien président de la République, Pierre Buyoya, l'unité nationale a donné des fruits qui sont toujours visibles même aujourd'hui. Il souligne que les institutions du pays montrent que l'unité est là, estime le sénateur Buyoya, les ethnies que connaît le pays, sont toutes représentées dans les sphères de l'Etat.

[Isanganiro/Rpa/Bonesha]- Selon le vice-président du parti Frodebu, Frédéric Bamvuginyumvira, l'unité des Burundais est là, mais la peur regagne de plus en plus les cœurs des gens suite à leurs appartenances politiques. Selon lui, les gens sont contraints d'adhérer au seul parti au pouvoir où à ses alliés uniquement alors que la démocratie signifie liberté de créer un parti politique. [Isanganiro]- Le FORSC plaide pour la mise en place d'une Commission nationale pour la prévention des crimes de guerre, crimes de génocide et des crimes contre l'humanité et d'un Conseil national pour l'unité nationale pour que l'unité nationale devienne une réalité. [Isanganiro/Rpa/Bonesha]- Selon le directeur général du Forum de renforcement de la société civile (FORSC), Pacifique NININHAZWE, le 5 février 1992 est une date historique pour le Burundi car pour la première fois les Burundais ont jugé que l'unité nationale est le socle du développement.

[Isanganiro] | Journalisme - Le matin de ce vendredi un policier a été retrouvé dans la rivière Nyabagere avec des blessures partout sur son corps et a été conduit à l'hôpital. Un deuxième est porté disparu et un troisième a été retrouvé avec sa concubine où il avait passé la nuit. Les trois policiers étaient venus dans un cabaret en commune Cibitoke. Le propriétaire du cabaret a été arrêté pour des raisons d'enquête. [Rpa]

Société - La vice-présidente de l'OAG se montre insatisfaite du comportement de la direction de l'Université du Burundi qui laisse l'Office burundais des Recettes OBR prélever des impôts sur les indemnités non imposables. Selon Gertrude Kazoviyo, il y a des acquiescements qui ne sont pas concernés par des impôts. [Rpa]- Au niveau de l'OBR, les avis sont contraires. Selon le chargé des collectes des impôts intérieurs, aucun des impôts n'a été violé après que cet organe ait déclaré de prélever des impôts sur les indemnités et avantages des enseignants de l'Université du Burundi et de l'Ecole Normale Supérieure (ENS). [Isanganiro/Rpa]- L'heure est au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Le ministre affirme que les mauvaises récoltes sont dues au manque de nourriture, au mauvais climat, aux engrais qui sont chers et aux maladies des plantes. La principale conséquence est la malnutrition à laquelle la population fait face. [TAR-Renaissance]

Education- Les étudiants burundais qui ont reçu des bourses d'amitié à l'étranger s'indignent de la suppression de la bourse par le ministère de l'Enseignement la Recherche scientifique. [Isanganiro]- Selon Ndayisaba Augustin, un de ces étudiants qui se trouve en Russie grâce à une bourse d'amitié dont il a bénéficié, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a commis une erreur en supprimant leurs bourses sous prétexte de contraintes budgétaires. [Isanganiro]